



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Direction de l'Enseignement

BANQUE COMMUNE D'EPREUVES ECRITES
POUR LE HAUT ENSEIGNEMENT COMMERCIAL

ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES
ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES
E.S.C.P. - E.A.P.
E.M. LYON

CONCOURS D'ADMISSION DE 2004

OPTIONS :

SCIENTIFIQUE, ECONOMIQUE, LETTRES & SCIENCES-HUMAINES, TECHNOLOGIQUE

PREMIERE LANGUE

SOUS-EPREUVE N° 2

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL

EXPRESSION ECRITE

Durée : 2 heures

Mercredi 5 Mai 2004, après-midi

N.B. : Les candidats ne doivent faire usage d'aucun document, dictionnaire ou lexique ; l'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.

ANGLAIS

Lire soigneusement le texte ci-dessous :

Le gouvernement travailliste britannique a récemment franchi une étape importante : jamais auparavant le Labour n'était resté au pouvoir plus de six années consécutives. Si, à l'instar des formations socialistes en France, il s'enorgueillit de plus d'un siècle d'histoire, il a passé une trop longue partie de ces cent années, non pas au gouvernement, mais dans la solitude de l'opposition.

Lors du récent congrès du parti, les observateurs venus de différents pays d'Europe ont été surpris par la vigueur du soutien qu'a reçu Tony Blair. Deux longues *standing ovations*, avant et après son discours, ont apporté une réponse sans équivoque à la campagne orchestrée par la presse anti-travailliste londonienne contre M. Blair et son gouvernement. Le Parti travailliste s'était jusqu'ici toujours retrouvé dans l'opposition, après six années au pouvoir. Il est aujourd'hui en passe de devenir un parti de gouvernement hégémonique, à l'image de ses homologues d'Europe du Nord. (...)

Le fait que M. Blair ait transformé un Parti socialiste divisé par des luttes intestines en une formation sociale-démocrate de gouvernement appelle plusieurs questions. Comment est-ce advenu ? Par quelles voies le Parti travailliste va-t-il de l'avant ? Cela peut-il durer ?

Le projet politique de M. Blair, la « troisième voie », a engendré beaucoup de dédain. Il peut pourtant fournir des pistes appréciables pour la gauche qui, en Europe et ailleurs, doit faire face aux nouveaux défis du XXI^e siècle.

La « troisième voie », ou social-démocratie modernisée, comme M. Blair préfère appeler son idéologie, cherche fondamentalement à concilier la nécessité économique avec les obligations sociales. L'économie est ainsi humanisée en redonnant du travail aux classes populaires.

La Grande-Bretagne d'aujourd'hui jouit de fait d'une situation de plein-emploi. Le Parti travailliste a fait voter plus de trente lois favorables aux syndicats qui sont plus forts, en nombre et en influence, que dans n'importe quelle autre économie importante d'Europe, d'Amérique du Nord ou d'Asie.

Une économie de plein-emploi procure les revenus fiscaux qui permettent de financer les 450 000 emplois publics créés par le gouvernement travailliste dans les écoles, le secteur de la santé et la police. Ces derniers sont importants, dans la mesure où les citoyens ont besoin d'être libérés de la peur. Ils ne soutiendront pas des partis de gauche qui prétendent trouver des justifications sociologiques à la délinquance, au lieu de se montrer moralement solidaires avec ses victimes.

A rebours de la pensée économique de George Bush, fondée sur d'importantes baisses d'impôts pour les riches, le Parti travailliste a, sans que cela génère d'opposition majeure, demandé aux personnes aisées de payer des contributions sociales plus importantes, et a utilisé cet argent pour transférer de la richesse aux pauvres, en particulier aux familles à bas salaire et aux personnes âgées défavorisées.

Mais si le Parti travailliste a cherché à socialiser l'économie, il a aussi fait en sorte que les règles économiques s'appliquent à la société.

Il ne s'agit pas là de privatisation. L'Etat assure en Grande-Bretagne une part nettement plus importante de la délivrance des services de santé que dans le reste de l'Europe. Mais les règles d'une économie de marché performante sont aussi valables pour les services sociaux : une vision entrepreneuriale avisée, la recherche d'une plus grande productivité ainsi qu'une stratégie de communication intelligible.

Les enseignants britanniques ont ainsi vu leur revenu augmenter de 30 % depuis 2000, mais doivent travailler de manière plus efficace.

Une nouvelle génération de directeurs des services des communes sont aussi bien payés qu'ils le seraient dans le secteur privé, mais seulement s'ils peuvent vaincre le conservatisme de la bureaucratie municipale pour offrir une meilleure qualité de vie aux citoyens.

La grande idée de la « troisième voie » est qu'il n'y a pas de grande idée. La social-démocratie constitue pour le philosophe polonais Leszek Kolakowski « une volonté tenace d'éroder petit à petit les sources de souffrance évitable : oppression, faim, guerres, racisme et xénophobie, avidité insatiable et jalousie vindicative ».

Cette amélioration obstinée est ce sur quoi le gouvernement Blair va désormais se concentrer pour répondre à la question : où allons-nous maintenant ? 2004 verra de difficiles élections régionales, européennes et municipales, suivies en 2005 par des élections législatives, pour lesquelles Tony Blair ambitionne de gagner un troisième mandat pour conduire le Parti travailliste des années 1990 à la deuxième décennie du XXI^e siècle.

Un siècle après qu'Edouard Bernstein a expliqué pourquoi le socialisme marxiste ne pouvait pas fonctionner, le Parti travailliste a inventé une nouvelle idéologie. Le révisionnisme de Bernstein appartient à l'histoire. Le réformisme permanent de Blair est une contribution de la gauche britannique à la question : comment une politique progressiste peut non seulement conduire à prendre les rênes du gouvernement, mais aussi - ce qui est plus important - à rester au pouvoir pour y défendre les valeurs socialistes et les besoins des citoyens les plus pauvres ?

Le réformisme permanent de la politique progressiste du XXI^e siècle doit naviguer entre le Charybde du socialisme étatique à la française et le Scylla de la social-démocratie version allemande, où les intérêts particuliers bloquent les réformes. Le réformisme permanent de Blair et du New Labour est une importante contribution au débat sur la manière dont la gauche européenne peut se réinventer pour le XXI^e siècle.(...)

Denis MacShane

Le Monde, 18 novembre 2003

Répondre en **ANGLAIS** aux questions ci-dessous :

(environ 250 mots pour chaque réponse) :

1. According to the author, how and why has Blair's New Labour been successful ?
2. In the light of your knowledge of contemporary British society, to what extent would you agree with the author's arguments in favour of Tony Blair's politics ?

Attention : D'après l'état actuel de la réforme de l'orthographe en Allemagne, les deux orthographes sont provisoirement admises.

ALLEMAND

L'Allemagne et la France : couple imaginaire, entente obligatoire

« Les relations franco-allemandes ne peuvent être et ne seront plus jamais tout à fait les mêmes. Depuis 1989-1990, tous les équilibres cristallisés par l'antagonisme Est-Ouest sont renversés, et l'équilibre franco-allemand n'échappe pas à cette mise à plat. Il s'agit de réfléchir à l'articulation entre le dialogue franco-allemand et le débat sur l'Europe. Il existe une double tentation française et allemande dont il faut se méfier. La tentation française, c'est l'exclusivité. Le « couple franco-allemand » est une sorte de double ersatz, de la petite Europe qui est en train de s'élargir et du fédéralisme. On comprend aisément la fixation française sur le marchandage autour de la répartition des voix du futur Conseil européen lors du sommet européen de Nice en décembre 2000. Pour la France le point essentiel était d'éviter la rupture de la parité entre la France et l'Allemagne dans la procédure de décision au Conseil des ministres de l'UE - à savoir un « décrochage » de l'Allemagne, celle-ci ayant fait entendre que, pour des raisons démographiques, elle souhaitait obtenir un nombre de voix supérieur à celui de ses partenaires au sein du Conseil des ministres. Les dirigeants français ont toujours rappelé que pour que le moteur franco-allemand fonctionne bien, il fallait que la France et l'Allemagne soient à égalité de devoirs et de droits. H.-D. Genscher* expliquait que la coopération franco-allemande devait effectivement passer par la « communauté d'avenir franco-allemande [qui] se fonde sur l'égalité des droits et l'équivalence », ne devant pas être une « affaire de démographie ». Si finalement l'Allemagne reste à égalité de voix avec les autres grands de l'UE, elle est cependant gagnante dans la mesure où la majorité qualifiée fait intervenir un « filet de sécurité démographique » (une décision pourrait être obtenue par des Etats rassemblant 62% de la population). Une telle disposition avantage l'Allemagne qui, de plus, a un avantage numérique au Parlement européen (la répartition des sièges est revue à la baisse pour la France : le rapport est désormais de 72 pour la France contre 99 pour la RFA, au lieu d'un écart de 87 à 99 avant Nice).

[...]

« Dans le même temps, il est clair que la relation franco-allemande reste un instrument central de la réalisation de la construction européenne. On sait ce qu'il advint de la formule de F. Mitterrand en 1981 : « L'axe privilégié franco-allemand c'est fini ». G. Schröder, premier chancelier à s'exprimer devant l'Assemblée nationale française, le 30 novembre 1999, a reconnu dans son discours la fonction capitale de l'entente franco-allemande pour l'Europe. Les « roues motrices de l'unification européenne » sont la France et l'Allemagne. Le passé a prouvé que c'est la jonction des idées françaises et allemandes qui a donné à l'édifice européen sa solidité. Si l'entente franco-allemande a pu être un moteur de l'Europe, c'est parce que les deux partenaires ont observé trois règles principales : adopter d'emblée la dimension européenne dans leur approche des problèmes ; préparer à l'avance et en concertation leurs initiatives ; enfin, donner l'exemple des concessions, voire des sacrifices, nécessaires pour parvenir au but. Si cette mécanique est en panne, le partenariat franco-allemand ne peut plus jouer son rôle d'élément clé de la vitalité européenne. Ainsi, conscients du danger d'une détérioration palpable des rapports de confiance qu'avaient su nouer les deux pays, les gouvernements allemands et français ont immédiatement réagi pour organiser

l'après-Nice, car ils reconnaissaient l'impossibilité pour l'UE de rester au stade de l'organisation actuelle qui la condamne à une inefficacité, une impuissance que les Européens n'admettraient pas. Les deux gouvernements ont donc décidé que les traditionnels sommets franco-allemands seraient désormais accompagnés de rencontres informelles, la première ayant eu lieu à Blaesheim, en janvier 2001, réunit le chancelier fédéral, le chef de l'Etat et du gouvernement français ainsi que leurs ministres des Affaires étrangères respectifs. Ces rencontres sont destinées à passer en revue les principaux thèmes d'actualité sur lesquels l'Allemagne et la France veulent parler d'une seule voix ou rapprocher leurs positions, surtout en vue de préparer la CIG - capitale - de 2004. A la veille de la rencontre de Blaesheim, J. Fischer, dans son discours sur *Die Zukunft Europas und die deutsch-französische Partnerschaft* [L'avenir de l'Europe et le partenariat franco-allemand], prononcé le 30 janvier au centre français de l'Université de Fribourg, a rappelé que le parachèvement de l'intégration européenne « ne peut réussir et ne réussira que si la France et l'Allemagne en font une cause commune. C'est là que réside l'importance, sans alternative, des relations franco-allemandes au XXI^{ème} siècle ». J. Chirac, à l'issue de la rencontre, définissait le rôle de l'entente franco-allemande en ces termes : « Si [nos] deux pays s'entendent, il n'y a pas de frein au progrès de l'Europe. S'ils s'opposent, il y a un risque sérieux de blocage. Ce sera encore plus vrai après l'élargissement. [Je] ne crois pas que ce soit en termes de compétition entre l'Allemagne et la France que se pose le problème essentiel, celui de la construction européenne. C'est en termes de capacité à entraîner l'ensemble européen. »

Stephan MARTENS
Allemagne - La nouvelle puissance européenne
Paris, IRIS/PUF, 2002, p. 103 sq.

* Hans-Dietrich Genscher : ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier de la République fédérale d'Allemagne de 1974 à 1992.

Répondre en **ALLEMAND** aux questions ci-dessous :
(250 mots environ pour chaque réponse)

- 1) Wie beurteilt der Verfasser des Textes die deutsch-französische Partnerschaft ?
- 2) Inwiefern werden, Ihrer Meinung nach, die deutsch-französischen Beziehungen in der Zukunft die europäische Integration beeinflussen ?

ESPAGNOL

Lire soigneusement le texte ci-dessous :

Un statut pionnier pour l'islam espagnol

Le 10 novembre 1992, Juan Carlos I^{er}, roi d'Espagne, et le gouvernement dirigé par le socialiste Felipe González signaient la loi 26-1992 instituant l'accord de coopération entre l'Etat espagnol et la Commission islamique d'Espagne. Ce texte avait été préalablement discuté et voté par les Cortès (Assemblée nationale) et le Sénat. L'Espagne devenait ainsi le pays européen pionnier en matière de reconnaissance légale du fait musulman européen. Pour une société qui pendant des siècles s'était douloureusement forgé une identité nationale catholique, en expulsant les juifs et les musulmans, cette loi peut être considérée comme une sorte de révolution culturelle. Au sortir de la dictature franquiste, elle confortait la révolution démocratique, pluraliste et laïque de la société, mais aussi, par la richesse de son contenu, contribuait au débat en cours sur le pluralisme culturel et religieux d'une politique de civilisation européenne.

L'année 1992 était aussi l'année du cinquième centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique – date fondatrice d'une certaine Europe moderne que Karl Marx interprétait comme la naissance du capitalisme par « accumulation primitive et violente » exercée contre les peuples d'Amérique et d'Afrique, concomitante de l'expulsion des juifs et des musulmans par les rois espagnols Ferdinand et Isabelle. C'est pourquoi, non sans un certain courage, ces célébrations donnèrent lieu, de la part des autorités espagnoles, à de multiples actes de repentir adressés aux différentes victimes.

Dès la fin du régime franquiste (1975) de nombreux mouvements politiques, syndicaux, autonomistes et intellectuels avaient commencé à raviver la mémoire d'Al-Andalus. Par exemple, en 1990, la municipalité de San Carlos de la Rapita, sur l'embouchure de l'Ebre, à l'occasion d'un congrès international sur le sujet, érigeait un monument en mémoire des « 41 992 Morisques qui furent expulsés en ce lieu entre le 15 juin et le 16 septembre 1610 ».

Cette « ultime » expulsion mettait-elle un terme à la présence arabo-musulmane dans la péninsule Ibérique ? Outre le patrimoine architectural, devenu haut lieu touristique (Grenade, Cordoue, Séville, Teruel, Tolède, Saragosse...), plus de 4 000 mots de la langue de Cervantes dérivés de l'arabe et des milliers de toponymes (noms de lieu) imprègnent encore la mémoire collective. La grande école espagnole d'islamologie, fondée au début du XX^e siècle par le professeur Asín Palacios, et poursuivie notamment par les érudits Cruz Hernández, Juan Vernet, Mikel de Epalza, a réussi à restituer à l'Europe un millénaire de sa mémoire spirituelle, philosophique et scientifique. C'est bien *et notorio arraigo* – l'évident enracinement – de cette composante musulmane explicitée dans l'exposé des motifs de cette loi espagnole de 1992 qui en fonde la légitimité et l'importance pour le droit européen. La mémoire enfouie a été réactualisée par plusieurs phénomènes socioculturels récents. D'abord, la venue de plusieurs milliers d'habitants du Proche-Orient, au début des années 1970, dont plus d'un tiers prendront la nationalité espagnole. Certains participeront activement à la fondation des premières mosquées de Barcelone (1974) et de Madrid (1978), impulsée par la première Association musulmane d'Espagne. D'autre part, le séjour de pèlerins européens en quête spirituelle de la source andalouse qui rencontrèrent, en Andalousie, de jeunes militants nationalistes souvent étudiant(e)s d'histoire mais surtout d'arabe. C'est d'eux, au début des années 1980, que naîtra l'énergie décisive pour l'ouverture – ils préfèrent dire la « réouverture » – de la première mosquée de Grenade, qui fut rapidement suivie par celles de

Séville, Cordoue, Malaga, Almeria... L'ensemble formera la Communauté islamique andalouse, qui fournira l'impulsion première à la fondation à Cordoue de l'université islamique Ibn Rushd.

Appel à la main d'oeuvre étrangère

Ce réveil spirituel d'Al-Andalus, chanté dès 1930 par le grand penseur musulman du XX^e siècle Mohammad Iqbal, venu se recueillir en ces lieux, est peut-être le début d'une remise en cause décisive de ce que l'historien Alain de Libera nomme « notre héritage oublié », et qui, malheureusement, le reste encore gravement dans les manuels scolaires européens.

C'est à partir du début des années 1980, avec l'intégration croissante de l'économie espagnole dans l'Union européenne, qu'un appel massif est fait à la main-d'oeuvre étrangère à majorité musulmane. Dans les travaux publics, l'industrie, l'agriculture intensive d'Andalousie, du Levant et de Catalogne, plus de 300 000 travailleurs d'origine pakistanaise, marocaine, sénégalaise, gambienne vont rapidement constituer la majorité de la population musulmane. Elle cumulera les difficultés de la surexploitation, du logement le plus rudimentaire, de l'acquisition du biculturalisme, du harcèlement raciste pouvant aller jusqu'à la chasse à l'homme, la chasse aux *moros*, comme on l'a vu dans la commune d'El Ejido en février 2000. Comme vingt ou trente ans plus tôt dans d'autres pays européens, ce sont ces majorités ouvrières, parfois associées à des étudiants et quelques petits commerçants, qui formeront le noyau initial des salles de prières, de la vie associative et du début de la distribution de la viande halal.

Ces différentes composantes de la communauté musulmane en Espagne représentent entre 500 000 et 600 000 personnes, 200 à 400 associations regroupées au sein de deux fédérations. C'est en novembre 1989 que la Fédération des entités religieuses islamiques d'Espagne (Feeri) et l'Union des communautés islamiques d'Espagne (Ucide) décidaient d'unir leurs efforts et de surmonter leurs différences pour négocier avec l'Etat la reconnaissance du culte musulman.

Jusqu'à ce jour, non sans quelques péripéties provoquées par la pluralité de toute communauté, la parité entre ces deux fédérations constitue la charpente de la Commission islamique d'Espagne, chargée, en coordination avec l'Etat, de l'application de la loi de 1992.

Jean-Loup Herbert
Le Monde Diplomatique
Novembre 2002

Répondre en **ESPAGNOL** aux questions ci-dessous :
(250 mots environ pour chaque réponse)

- 1) Según el periodista, ¿cuál ha sido la influencia de la cultura islámica en España?
- 2) Según usted, ¿qué actitud debería adoptar la sociedad española ante los flujos migratorios?